

CENTRE HISTORIQUE DES ARCHIVES NATIONALES

Inv. N°878

MINISTERE DE LA JUSTICE :  
PERSONNEL, BUDGET  
DOSSIERS PARLEMENTAIRES

BB/30/1698/1 à 1698/24

Inventaire

par

S. de Dainville-Barbiche

1988

Les documents qui font l'objet du présent inventaire ont été versés aux Archives nationales par le ministère de la Justice à différentes dates, qu'il n'a pas été possible de retrouver (1), vraisemblablement avec d'autres catégories de dossiers auxquels ils étaient étrangers. Laissés en attente, ils ont été regroupés, classés et inventoriés par le conservateur soussigné.

Provenant de différents bureaux du ministère, ils forment trois groupes distincts :

- quatre liasses (BB/30/1698/1 à 1698/4) , qui proviennent de la direction du personnel et de la comptabilité, et qui concernent les emplois réservés et le fonctionnement de la Justice pendant la guerre de 1914-1918.
- une liasse (BB/30/1698/5), provenant du cabinet du garde des sceaux et relative à l'examen du projet de budget de la Justice pour 1901.
- dix-neuf liasses (BB/30/ 1698/6 à 1698/24), qui proviennent de la direction des affaires criminelles et des grâces et représentent la participation de celle-ci à l'élaboration de la législation sous la IIIe République, d'où le nom de "dossiers parlementaires" (DP).

Nous avons coté ces vingt-quatre liasses dans la sous-série BB/30 qui renferme depuis longtemps toutes les catégories de documents pour lesquelles on n'a pas prévu de sous-séries particulières dans le cadre de classement initial. Elles y complètent d'ailleurs des articles de même type intégrés précédemment, comme BB/30/1528 et 1529 pour le fonctionnement de la Justice pendant la guerre de 1914-1918, ou BB/30/492 à 494, 1457 à 1506 pour les dossiers de législation. Mais, nous avons été obligée de leur donner une cote avec un exposant, les cotes à partir de BB/30/1700 étant déjà utilisées par la section contemporaine.

(1) Sauf pour les trois liasses concernant la Presse, BB/30/1698/19 à 1698/21, versées le 10 novembre 1959.

Reflète des débats politiques et de société du moment, les dossiers parlementaires ne sont pas sans intérêt. De même, les articles relatifs à la guerre de 1914-1918 illustrent cruellement la véritable chasse à l'homme en état de porter les armes opérée dans toutes les administrations françaises. Signalons cependant plus particulièrement le projet de décret-loi préparé en avril 1939 (BB/30/1698/21, dossier 3) sur la diffamation, ultime et dérisoire rempart contre le déferlement de la propagande raciale (1). La minute du projet portait initialement: "La diffamation commise... envers un groupe de personnes de nationalité française... qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 10000 francs lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants". Les mots "de nationalité française" ont été rayés et le texte définitif du projet porte: "La diffamation commise... envers un groupe de personnes...qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera punie..."

Si quelques pièces ou dossiers remontent à la Restauration, l'ensemble concerne essentiellement la IIIe République.

L'index du présent inventaire a été fait sur fiches qui ont été intégrées au fichier commun de BB/17-18-30.

#### Sources complémentaires:

Indépendamment de BB/30, le groupe des dossiers parlementaires peut être complété par les dossiers dits banaux (BB/18/ 6001 et suivants) qui ont suscité ou qui sont l'application de cette législation, enfin par les archives parlementaires elles-mêmes (papiers dits "des sessions" dans la série C des Archives nationales, Archives du Sénat, Archives de l'Assemblée nationale).

Octobre 1988

S. de Dainville-Barbiche

(1) Décret Marchandreau du 21 avril 1939

## INVENTAIRE

**BB/30/1698/1 à 1698/4.** Personnel judiciaire. 1889-1921.

**BB/30/ 1698/1.** Emplois dépendants du ministère de la Justice réservés aux militaires. 1891-1914.

Dossier 1.

Dossiers de candidats (Administration centrale, Conseil d'Etat, Cour de cassation, grande chancellerie de la Légion d'honneur, administration pénitentiaire) :

DUQUESNE (Jean-Baptiste), adjudant; DUTILLEUX (Léon-Charles-François), sergent; LOMBARD (Joseph-Justin-Alfred), adjudant; GIUSTINIANI (Pierre-Jean), sergentmajor; VERNET (Louis-Victor), sergent; MATTEI (Léonard), sergent; GALLOY (Gustave-Henri), brigadier; VILAIN (Edgard-Léon-Alphonse), adjudant; SILHOL (Vincent-Justin), adjudant; PASQUET (Emile), sergent; OTTAVIOLI (Patrice), caporal; DENIS (Charles-François), sergent; HILLION (Louis-Marie), soldat; PELISSIER (Arthur-Isidore-François), brigadier. 1895-1914.

Dossiers de candidats ne figurant pas au tableau de classement:

d'ABBADIE (Fernand-Georges), soldat; BESSON (Armand), soldat; BLOT (Joseph-Alexandre), soldat; BOULANGET (Ernest-Adolphe), soldat; BOURGET (Alfred-Ferdinand), soldat; BOUVANT (Jean-Henri-Charles-Baptiste), soldat; FERNIN (Francis-Félicien), soldat; FERRETTI (Léon-Baptiste), trompette; HAEFFELE (Edmond-Etienne), soldat; LANNEBERE (Jean), soldat; LOMBARD (Alexis), soldat; LOURTIOUX (René-Octave), soldat; MARTIN (Georges-Camille), brigadier; PHILIPPE (Alphonse), soldat; SAUNIER (Ernest-Hippolyte), soldat; TEULIER (Jacques), caporal. 1907-1910.

Dossier 2.

Décrets imprimés des 23 et 25 août 1905 concernant la commission de classement des candidats aux emplois réservés et la répartition de ces emplois en catégories.

Lettres d'envois par le ministère de la Guerre au ministère de la Justice des listes de classement des candidats aux emplois réservés du ministère de la Justice. 5 décembre 1905-29 juillet 1914.

(Listes non jointes, sauf une liste modificative du 20 octobre 1906 qui ne concerne pas le ministère de la Justice).

Dossier 3.

Instructions et arrêtés ministériels relatifs aux examens à subir par les candidats aux emplois réservés, notamment à l'Imprimerie nationale (numéro incomplet du Journal officiel du 10 décembre 1905).

Dossier 4.

Correspondance du ministère de la Guerre avec le ministère de la Justice concernant la nomination de l'ex-adjutant MIOT comme expéditionnaire au ministère de la Justice. 16-28 novembre 1911.

Dossier 5.

Arrêtés de nominations aux emplois réservés du ministère de la Justice ( extraits du Journal officiel, ampliations). 29 septembre 1911-18 novembre 1913.

Dossier 6.

Avis de réception de nominations à des emplois réservés du ministère de la Justice et de transmission aux intéressés, par le ministère de la Guerre au ministère de la Justice. 11 décembre 1899-20 mai 1914.

Dossier 7.

Avis d'envoi, par le ministère de la Guerre au ministère de la Justice de dossiers de candidats aux emplois réservés du ministère de la Justice ( dossiers non joints, voir dossier 1).14 août 1895-13 mai 1914.

Dossier 8.

Correspondance du ministère de la Guerre avec le ministère de la Justice relative aux états de prévision de vacances d'emplois réservés du ministère de la Justice. 22 décembre 1905-8 décembre 1913 et s.d.

Dossier 9.

Correspondance du ministère de la Justice avec le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, la grande chancellerie de la Légion d'honneur et l'administration pénitentiaire relative aux dossiers des candidats à des emplois réservés dans ces administrations. 1891-1914.

Pièces relatives à la nomination de DANJOY, sous-directeur de l'administration pénitentiaire, comme membre de la commission des emplois réservés. 1914.

Dossier 10.

Correspondance du ministère de la Guerre avec le ministère de la Justice relative aux emplois réservés dépendant du ministère de la Justice ( notamment: nominations, renseignements sur ces divers emplois, non-acceptations) 1893-1914.

Dossier 11.

Correspondance du ministère de la Guerre avec le ministère de la Justice relative à des nominations de candidats aux emplois réservés du ministère de la Justice. 1907-1911.

Dossier 12.

Réclamations d'expéditionnaires au ministère de la Justice, anciens sous-officiers, au sujet de leur ancienneté. 1908-1909.

**BB/30/1698/2.** Emplois dépendants du ministère de la Justice réservés aux militaires et aux marins réformés pour cause de blessures ou de maladies résultant de la guerre de 1914-1918.1914-1920.

Dossier 1.

Papiers de Joseph Hourtoule (1), magistrat détaché à l'administration centrale du ministère de la Justice:

Projet de décret d'application de la loi du 17 avril 1916 relative aux emplois réservés.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de la Guerre, la grande chancellerie de la Légion d'honneur, le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, l'administration pénitentiaire et divers, notes de la direction du personnel et de la comptabilité, relatives aux états de prévision d'emplois réservés dépendant du ministère de la Justice, aux conditions d'admission, aux nominations de candidats; dossiers de candidats du caporal Don-Ignace GERONIMI, du caporal Auguste-Gaston-Louis BOUZIGUES, du sergent Alexandre-Jean CASTEX. 1916-1920.

(1) Voir dans BB/6/II/943 le dossier personnel de ce magistrat.

Dossier 2.

Journal officiel des 19 novembre 1916, 11 novembre 1918, 9 septembre 1919 publiant des listes de classement des candidats aux emplois réservés ( première, neuvième, douzième listes).

Journal officiel du 7 décembre 1919 publiant des nominations à des emplois réservés, à défaut de candidats militaires.

**BB/30/1698/3.** Fonctionnement de la justice pendant la guerre, et notamment celle de 1914-1918. 1889-1921 (1).

Dossier 1.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de la Guerre, les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel, et divers, relative aux dispenses de service militaire, et à la mise en non-disponibilité ou hors-cadre des magistrats et des fonctionnaires du ministère de la Justice. 1889-1912.

Tableaux des appels des réservistes et des territoriaux en 1909 et en 1910, 2 fascicules multigr. de 131 pages.

Dossier 2.

Correspondance du ministère de la Justice avec les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel relative aux magistrats soumis aux obligations militaires et placés en non-disponibilité (réponses aux circulaires du 31 juillet 1915 et du 23 août 1915). 1915-1917.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de la Guerre et divers, états nominatifs, relatifs au personnel du ministère de la Justice ( Administration centrale, grande chancellerie de la Légion d'honneur, Conseil d'Etat, cours et tribunaux) soumis aux obligations militaires, à rappeler sous les drapeaux ou à maintenir à leur poste, en exécution de la loi du 17 août 1915. 1915.

Loi du 17 août 1915 (document parlementaire imprimé et Journal officiel du 19 août 1915).

(1) Voir aussi BB/30/ 1528 et 1529.

Dossier 3.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de la Guerre, le ministère de la Marine, les premiers présidents et procureurs généraux des cours d'appel d'Aix, Alger, Bordeaux, Lyon et Paris, et avec divers, arrêtés du ministre de la Justice, ordonnances des premiers présidents des cours d'Alger, Bordeaux, Lyon et Paris, et pièces diverses, concernant les magistrats désignés pour faire partie des conseils de révision des jugements des conseils de guerre. 1916-1919.

Dossier 4.

Correspondance du ministère de la Justice avec les préfets et les procureurs généraux des cours d'appel d'Amiens, Douai, Nancy et Paris au sujet de la situation et du rétablissement des tribunaux, notamment des justices de paix, dans les régions envahies ou sur la ligne de feu de leur ressort. 1918-1921.

**BB/30/1698/4.** Fonctionnement de la Justice pendant la guerre de 1914-1918. 1914-1919  
(1).

Dossier 1.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de la Guerre, la grande chancellerie de la Légion d'honneur, le directeur de l'administration pénitentiaire, concernant les propositions de lois Dalbiez relatives à la mobilisation du personnel des administrations et services publics (loi du 17 août 1915).1915-1916.

Dossier 2.

Notes du directeur du personnel et de la comptabilité au ministère de la Justice sur l'organisation des cours et tribunaux pendant la guerre. 1916.

Dossier 3.

Correspondance du ministère de la Justice avec les autres ministères, des députés et des procureurs généraux de cours d'appel, notes, sur des questions diverses relatives au fonctionnement de la justice et à la mobilisation des magistrats des cours et tribunaux, des juges de paix et des greffiers (notamment, exécution de la loi du 17 août 1915).1915-1918.

(1) Voir aussi BB/30/1528 et 1529.

Dossier 4.

Correspondance du ministère de la Justice avec les premier présidents et les procureurs généraux des cours d'appel, et divers, concernant le maintien à leur poste de magistrats et de greffiers mobilisés (exécution des lois du 17 août 1915 et du 20 février 1917).1916-1917.

Dossier 5.

Correspondance du ministère de la Justice avec divers concernant l'utilisation des fonctionnaires des régions envahies. 1915-1916.

Dossier 6.

Correspondance du ministère de la Justice avec la ministère de la Guerre, le premier président et le procureur général de la cour d'appel de Paris, concernant la mise à la disposition du ministère de la Guerre de magistrats de la cour de Paris. 1915-1916.

Dossier 7.

Notes du directeur du personnel et de la comptabilité aux autres directeurs du ministère de la Justice relatives à la vaccination antityphique (fièvre typhoïde) des militaires employés à la chancellerie. 1915-1916.

Dossier 8.

Note du directeur du personnel et de la comptabilité, circulaire du ministre de la guerre, relatives au renvoi dans les dépôts des militaires détachés dans les administrations et services civils. 1916.

Dossier 9.

Correspondance du ministère de la Justice avec les premiers présidents et les procureurs généraux des cours d'appel concernant la participation des magistrats aux oeuvres de guerre (réponses à la circulaire du 29 décembre 1916). 1917.

Dossier 10.

Correspondance du ministère de la Justice avec les procureurs généraux des cours d'appel relative à l'interrogatoire des réfugiés ou rapatriés (aucun interrogatoire n'est joint). 1915-1917.

Etats imprimés des rapatriés civils originaires des départements du Pas-de-Calais et du Nord. 1917.

Correspondance du ministère de la Justice avec les procureurs généraux des cours d'appel,

avec le premier président de la Cour des comptes, président de la commission d'enquête sur les violations du droit des gens commises par les Allemands, et avec divers, concernant les atrocités allemandes; dépositions de témoins. 1914-1918.

Dossier 11.

Correspondance du ministère de la Justice avec le ministère de l'Intérieur et avec les procureurs généraux concernant la nomination de magistrats aux commissions des réfugiés. 1918.

Dossier 12.

Correspondance du ministère de la Justice avec les procureurs généraux concernant la liste des juges de paix mobilisés (réponses à la circulaire du 11 janvier 1915).1915.

Circulaire du ministre de la Justice du 30 avril 1915 et lettres du ministère de la Justice aux procureurs généraux relatives à la rétribution des suppléants de justices de paix remplissant les fonctions de juges de paix intérimaires. 1915.

Correspondance du ministère de la Justice avec les premiers présidents et les procureurs généraux concernant les juges de paix ayant acquis des titres à une nomination exceptionnelle par leur belle conduite à la guerre. 1916.

Liste des magistrats et des juges de paix évacués des départements envahis non mobilisés et dans occupation judiciaire; notices individuelles sur les juges de paix de cette liste suivants:

ADRY, juge de paix d'Arracourt (Meurthe-et-Moselle); BADRE, de Château-Porcien (Ardennes); BIGARD, de Nesle (Somme); BOULANGE, de Solesmes (Nord); BOULQUAIN, de Flize (Ardennes); CATHELINAUX, d'Etain (Meuse); CHEVALIER, de Chauny (Aisne); COUCHOT, de Dun-sur-Meuse (Meuse); CUCHET, de Stenay (Meuse); DELANNOY, de Corbie (Somme); Paul DEMAREST, de Bouchain (Nord); DESMULIE, de Longwy (Meurthe-et-Moselle); DUCROCQ, de Vailly-sur-Aisne (Aisne); ESCAMUR, de Solre-leChâteau (Nord); FRANCOIS, de Conflans (Meurthe-et-Moselle); Alexandre-Julien GABRIOT, de Raucourt (Ardennes); GAFFORY, d'Anizy-le-Château (Aisne) ; Elie GHIENNE, de Marchiennes (Nord); GILLES, de Vouziers (Ardennes); GODARD, de Moy (Aisne); HORBON, de Mézières (Ardennes); Emile-Alexandre LABOURET, de Montfaucon d'Argonne (Meuse); LARDENNOIS, de Monthois (Ardennes); LAURENT , de Retbel (Ardennes); LEBRE, de La Capelle (Aisne); LECAT, d'Hirson (Aisne); Nicolas-Victor LEFEBVRE, de Damvillers (Meuse); Edouard-Gédéon LEMOINE, de Charny (Meuse); LINGLET, de Charleville (Ardennes); LORAIN, de Fresnes-en-Woëvre

(Meuse); MARCHAL, de Buzancy (Ardennes); MARTIN, de Mouzon (Ardennes); MARTY, de Lens (Pas-de-Calais); MUTEAU, de Rozoy-sur-Serre (Aisne); NEVEU, de / Juniville (Ardennes); RENAULT, de Machault (Ardennes); THIEBAUX, de Landrecies (Nord); THOREL, de Neufchâtel-sur-Aisne (Aisne); UNGESCHICHT, de Longuyon (Meurthe-et-Moselle); VANCAPPEL, d'Asfeld (Ardennes); Raoul VATIN, de La Fère (Aisne). 1918.

Liste du personnel des justices de paix morts pour la France. 1914-1919.

**BB/30/1698/5.** Budget du ministère de la Justice pour 1901.

Dossier 1.

Notes et pièces diverses relatives à l'examen de différents chapitres du projet de budget du ministère de la Justice pour 1901. 1895-1901.

Dossier 2.

Notes et pièces diverses relatives aux modifications de la répartition du personnel des cours d'appel et des tribunaux de première instance proposées dans le projet de budget du ministère de la Justice pour 1901. [1900-1901]. Notes relatives aux menues dépenses de la cour d'appel et du parquet d général de Paris. 1901.

Dossier 3.

Imprimés divers concernant le budget du ministère de la Justice, exercices 1900 et 1901 : compte des dépenses, budget voté, documents parlementaires. Exemplaire du journal Le Temps du 8 novembre 1900 publiant un article du député Jean Cruppi sur le budget de la Justice. 1899-1901.

**BB/30/ 1698/6 à 1698/24.** Projets et propositions de lois concernant la Justice. 1823-1939.

**BB/30/ 1698/6.** Réforme de l'organisation judiciaire. 1835-1926.

Dossier 1.

Documents parlementaires imprimés, notes, extraits de journaux et imprimés divers, lettres au ministre de la Justice de cours et tribunaux et de parlementaires, concernant différents projets de réformes de l'organisation judiciaire, notamment de la répartition du personnel des cours et des tribunaux. 1835-1909.

Dossier 2.

Débats parlementaires imprimés, journaux, note du cabinet du ministre de la Justice, concernant la réforme de l'organisation judiciaire en Algérie. 1891-1908.

Projet de loi imprimé relatif aux juridictions d'appel de Saint-Pierre et Miquelon et de la côte des Somalis. 1926.

**BB/30/1698/7.** Casier judiciaire. 1856-1900.

Dossier 1.

Pièces diverses concernant les casiers judiciaires:

- circulaire du ministère de la Justice du 1er juillet 1856 sur la tenue des casiers judiciaires (imprimée).
- - Note concernant la législation sur les casiers judiciaires, 1886.
- - statistiques relatives au casier central du ministère de la Justice, 1888-1900.
- - Notice sur le bureau de la statistique et du casier judiciaire au ministère de la Justice, s.d. [vers 1894].

Dossier 2.

Papiers de la commission instituée par arrêté du ministre de la Justice du 24 juillet 1890 pour préparer la réforme du casier judiciaire:

- rapport final de la commission et projets de loi, 1891 (impr. ou multigr.).
- Procès-verbaux des séances de la Commission, du 30 juillet 1890 au 15 mai 1891 (multigr.).

Circulaires du ministère de la Justice des 15 décembre 1899 et 30 novembre 1900 sur le casier judiciaire et la réhabilitation da droit (impr.).

**BB/30/ 1698/8.** Commission chargée de préparer un règlement pour les agents de change. 1874, 1887-1889.

Minutes des procès-verbaux des séances, du 16 juillet 1887 au 6 juillet 1889.

Règlement de la compagnie des agents de change de Paris, 18J4, 100 pages (imprimé) .

Imprimés ayant servi à la préparation du règlement sur les agents de change. Etats du règlement voté par la commission (manuscrit, multigraphié, imprimé).

**BB/30/ 1698/9.** Laïcisation du serment judiciaire. 1882-1895, 1924 et 1930.

Dossier 1.

Documents et débats parlementaires imprimés concernant des propositions et un projet de lois sur la laïcisation du serment judiciaire. 1882-1894, 1924 et 1930.

Notes du cabinet du garde des sceaux et de la direction des affaires criminelles et des grâces sur le serment judiciaire, s.d. et 1895.

Dossier 2.

Coupures de journaux, du 5 février 1882 au 4 mai 1883, du 19 au 28 mai 1892, de juin 1892 et du 20 au 23 juin 1894, sur les incidents en justice et les débats parlementaires relatifs au serment judiciaire.

**BB/30/169810.** Révision du code pénal (1892-1903); réforme du code d'instruction criminelle (1893-1932).

1. Révision du code pénal.

Dossier 1.

Documents parlementaires imprimés concernant la modification de divers articles du code pénal, 1892-1903.

Rapports Bombay à la commission de révision du code pénal, 1892-[1893].

II. Réforme du code d'instruction criminelle.

Dossier 2.

Documents et débats parlementaires imprimés, notes du ministère de la Justice (notamment de la direction des affaires criminelles et des grâces) concernant la modification de divers articles du code d'instruction criminelle. 1893-1907.

Dossier 3.

Documents et débats parlementaires imprimés, notes et projets de lois préparés par la direction des affaires criminelles et des grâces relatifs aux modifications de la procédure criminelle. 1908-1912.

Dossier 4.

Documents parlementaires imprimés concernant la modification de divers articles du code d'instruction criminelle. 1913-1932.

Dossier 5.

Documents et débats parlementaires imprimés , notes et projets de lois préparés par la direction des affaires criminelles et des grâces sur l'extension de l'instruction contradictoire (modifications à la loi du 8 décembre 1897).1909-1921.

Dossier 6.

Coupures et exemplaires de journaux relatifs à l'affaire Steinheil; lettres au ministre de la Justice, brochure de H. de Villers, concernant la mise en cause de la procédure criminelle à l'occasion de ce procès. 1909-1910.

**BB/30/1698/11.** Recrutement de l'armée, réduction à deux ans de la durée du service militaire. 1898-1902.

Documents parlementaires imprimés, note de la direction des affaires criminelles et des grâces concernant la proposition de loi Rolland sur le recrutement de l'armée et la réduction à deux ans de la durée du service militaire (“ loi de 2 ans ”). 1898-1902.

**BB/30/ 1698/12.** Réforme de la justice militaire. 1897-1909.

Dossier 1.

Documents et débats parlementaires imprimés, note du ministère de la Justice, relatifs à la réforme de la justice militaire. 1897-1909.

Dossier 2.

Projet de loi préparé par le gouvernement en 1906 concernant des modifications au code de justice militaire et la réforme des conseils de guerre: notes et travaux préparatoires des ministères de la guerre, de la Justice ( notamment de la direction des affaires criminelles et des grâces) et de la Marine, et de la Cour de cassation. 1906.

Dossier 3.

Projet de loi présenté par le gouvernement en 1907 portant suppression des conseils de

guerre permanents, des tribunaux maritimes et des établissements pénitentiaires militaires: documents parlementaire imprimé.

Note de la direction des affaires criminelles et des grâces et correspondance entre les ministères de la Guerre et de la Marine sur le projet rédigé par la commission de réforme judiciaire de la chambre des députés. 1907.

Dossier 4.

Coupures de journaux relatives à la réforme de la justice militaire. 1905-1907, 1909 et s.d.

**BB/30/1698/13.** Réforme de la justice militaire. 1911-1929.

Documents parlementaires imprimés relatifs à la réforme de la justice militaire. 1911-1929.

**BB/30/1698/14.** Outrages aux bonnes mœurs, publications obscènes, prostitution et traite des blanches. 1882-1929.

Dossier 1.

Note sur la loi du 2 août 1882 relative à la répression des outrages aux bonnes mœurs (s.d.); exemplaire du numéro saisi du journal Le Grelot du 22 avril 1888, publiant une gravure obscène sur le général Boulanger; exemplaire du journal La Lanterne du 22 avril 1888 annonçant cette saisie. Documents parlementaires imprimés concernant la répression de la prostitution, des outrages aux bonnes mœurs, des attentats à la pudeur. 1902-1903.

Brochures imprimées:

- Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, Paris, Imprimerie nationale, 1902, 212 pages (“ Documents diplomatiques ” publiés par le ministère des Affaires étrangères).

- HENNEQUIN, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, Rapport sur la réglementation de la prostitution en France (Seine, Algérie et colonies exceptées), Melun, 1903, 92 pages.

- Docteur L. BUTTE, Prostitution et syphilis: la surveillance médicale des prostituées à Paris de 1872 à 1904, Paris, Delagrave, 1905, 27 pages.

Dossier 2.

Proposition de loi du sénateur Bérenger et projet de loi du gouvernement concernant la prostitution des mineurs: documents et débats parlementaires imprimés, rapport et projet de loi imprimés de la commission extraparlementaire du régime des mœurs, notes de la

direction des affaires criminelles et des grâces, lettres de Bérenger au ministère de la Justice. 1905-1908.

Dossier 3.

Documents parlementaires imprimés concernant la répression de la traite des blanches, de la prostitution, des outrages aux bonnes moeurs, de la circulation et du trafic des publications obscènes; rapport de la sous-commission des publications obscènes [1923].1911-1929.  
Extraits de textes législatifs concernant principalement les crimes et délits commis par ou sur des mineurs. s.d. [vers 1908].

Brochure imprimée:

Louis ALBANEL, Les tribunaux pour enfants, extrait de la Revue philanthropique, tome XXI, p. 17-26, s.d.

**BB/30/ 1698/15.** Législation du travail. 1896-1931.

Dossier 1.

Documents et débats parlementaires imprimés, notes, concernant la législation du travail: travail des femmes et des enfants, placement des employés et ouvriers, code du travail et de la prévoyance sociale, travail par équipes, hygiène et sécurité, durée du travail dans les établissements industriels et commerciaux, règlement amiable des conflits relatifs aux conditions de travail, réglementations des conditions de travail dans les différentes branches, repos hebdomadaires, travail de nuit, accidents du travail, économats, emploi de la céruse. 1896-1910.

Dossier 2.

Documents parlementaires imprimés concernant la législation du travail: code du travail et de la prévoyance sociale, emploi obligatoire des mutilés de guerre, code du travail maritime, travail des femmes et des enfants, durée du travail, travail de nuit, emploi de la céruse, règlement amiable des conflits collectifs du travail, accidents du travail, organisation de l'apprentissage. 1921-1931.

**BB/30/ 1698/16.** Législation sur les alcools, vins, débits de boissons, et sur la viticulture. 1895-1932.

#### Dossier 1.

Documents parlementaires imprimés, notes de la direction des affaires criminelles et des grâces, concernant les matières suivantes:

- réforme de l'impôt des boissons (1895-1897).
- réglementation des récipients des commerçants de boissons (1897).
- réglementation des débits de boissons (1899-1909); en outre: pétition de la fédération nationale du commerce en détail des boissons (1908).
- Fabrication et vente des liqueurs, apéritifs et vins aromatisés (1906).
- Interdiction de l'absinthe (1906).
- Régime fiscale des boissons (1906-1909).
- Droits de douane sur les boissons (1907).
- Rapports de la commission d'enquête parlementaire sur la situation critique de la viticulture (1907).
- Dégrèvement d'impôts en faveur des populations des régions viticoles (1907).

#### Dossier 2.

Documents parlementaires imprimés concernant:

Lutte contre l'alcoolisme, police et réglementation des débits de boissons, notamment pendant la guerre de 1914-1918 (joint un numéro de la Gazette du Palais du 16 mars 1917 publiant un arrêt de la cour d'appel de Poitiers contre un débit de boissons en contravention); réglementation de la piquette et des boissons dites hygiéniques; interdiction de l'absinthe; prévention de la contrebande des boissons enivrantes aux Etats-Unis; réglementation du mot "fine" dans le commerce des eaux-de-vie. 1914-1932.

**BB/30/ 1698/17.** Répression des fraudes alimentaires. 1893-1931.

#### Dossier 1.

Documents parlementaires imprimés concernant la répression des fraudes dans la fabrication et la vente des marchandises, en particulier des denrées alimentaires. 1896-1931.

En outre: vœux de la chambre de commerce de Reims sur la répression de la fraude en matière de vins de champagne (19 janvier 1904).

#### Dossier 2.

Documents parlementaires imprimés concernant la répression des fraudes sur les vins et spiritueux. 1896-1909.

Dossier 3.

Documents parlementaires imprimés concernant la repression des fraudes sur les rhums et tafias. 1922-1924.

Dossier 4.

Documents parlementaires imprimés concernant la repression des fraudes dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. 1893-1924.

**BB/30/ 1698/18.** Législation sur les élections. 1906-1925.

Dossier 1.

Documents parlementaires imprimés relatifs au système électoral: établissement du scrutin de liste et de la représentation proportionnelle pour les élections à la Chambre des députés (1906-1910); établissement du scrutin de liste et de la représentation proportionnelle dans les élections municipales (1906-1907); péréquation des circonscriptions électorales pour les élections à la Chambre des députés (1908); suppressions et modifications de circonscriptions électorales (1909-1910).

Dossier 2.

Documents parlementaires imprimés concernant la repression des fraudes électorales: modification de la loi du 30 mars 1902 relative à la repression des fraudes en matière électorale (1906); secret et liberté du vote, sincérité des opérations électorales (1907-1910); repression de la corruption dans les opérations électorales (1906-1914).

Dossier 3.

Documents parlementaires imprimés concernant l'inéligibilité: inéligibilité de certains fonctionnaires (1906-1909); inéligibilité relative des conseillers de cours d'appel (1910).

Dossier 4.

Documents parlementaires imprimés concernant: vote par correspondance; rapport du député Ferdinand Buisson tendant à accorder le droit de vote aux femmes (16 juillet 1909); vote obligatoire; établissement des listes électorales; déclarations de candidature; repression des fraudes électorales dans les colonies; institution d'un "livret civique". 1907-1925.

**BB/30/ 1698/19.** Législation sur la presse. 1889-1930.

Dossier 1.

Documents et débats parlementaires imprimés, notes du ministère de la Justice, lettres du ministre des Affaires étrangères et de parlementaires au ministre de la Justice concernant:

- modifications de différents articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (procédure en matière de délits de presse, repression de la propagande anarchiste, diffamation envers les hommes publics et les fonctionnaires, exercice du droit de réponse, régime de la presse en temps de guerre).

- Réglementation de l'affichage.

1889-1930.

Dossier 2.

Coupures et exemplaires de journaux relatifs à des délits de presse, aux projets de modifications de la loi du 29 juillet 1881, à l'attentat du 8 novembre 1892 contre le siège de la compagnie des mines de Carmaux à Paris. 1891-1893.

En outre:

Rapport du préfet de police au président du conseil sur une réunion publique tenue par les anarchistes le 28 mai 1892, et question du député Armand Després au ministre de la Justice au sujet de cette réunion (imprimé). 30-31 mai 1892.

**BB/30/1698/20.** Législation sur la presse. 1897-1937.

Dossier 1.

Projet de loi Blum sur la liberté de la presse, complétant et modifiant la loi du 29 juillet 1881 : états du projet, notes de la direction des affaires criminelles. 1936.

Pièces diverses:

- vœux du syndicat national des journalistes sur les modifications projetées à la loi de 1881, 25 juin 1936.

- Note et statistiques relatives aux affaires d'injures, de diffamation et de fausses nouvelles, 1937.

- Exemplaire du numéro 12 de la Revue politique, 1937, comportant un article d'Henry DOMELIER, La réforme de la législation sur la presse, pages 604-616.

Dossier 2.

Documents et débats parlementaires imprimés relatifs au projet de loi Blum sur la liberté de la presse. 5 novembre 1936-18 juin 1937.

Documents parlementaires imprimés concernant l'abrogation des lois sur les menées anarchistes, et la modification de différents articles de la loi du 29 juillet 1881. 1897-1937.

Copies du décret du 17-23 février 1852 organique sur la presse.

Dossier 3.

Documents et débats parlementaires imprimés relatifs au projet de loi Blum sur la liberté de la presse (doubles du dossier précédent). 5 novembre 1936-5 juin 1937.

Dossier 4.

Coupures de journaux relatives à des affaires judiciaires (affaire Socley, hausse illicite). 24 février-19 mars 1937. (1)

**BB/30/ 1698/21.** Législation sur la presse. 1921-1939. (2)

Dossier 1.

Projet de loi concernant la sortie hors de France des journaux ou périodiques publiés en France et la circulation en France des journaux ou périodiques publiés soit à l'étranger soit en France en langue étrangère (abrogation de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881) : états du projet, documents parlementaires imprimés, notes de la direction des affaires criminelles, pièces diverses jointes. 1937-1938.

(1) A signaler un article du journaliste Marius Richard sur la réforme de la Justice dans la Liberté du 19 mars 1937, vraisemblablement annoté de la main du garde des sceaux Marc Rucart.

(2) Voir aussi BB/18/ 6187, dossier 47 BL 55, fausses nouvelles susceptibles de troubler la paix publique, projet de loi de répression (1934-1936); BB/18/ 6496, dossiers 57 EL 538 et 46 A 36 R joints, campagne contre certains membres du gouvernement (1937), gazette financière internationale (1936-1937)

#### Dossier 2.

Projets de loi et de décrets-lois tendant à modifier et compléter la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, en matière d'injures et de diffamation, de fausses nouvelles, d'offenses envers les chefs d'Etat et représentants des gouvernements étrangers, de contrôle du financement des journaux (notamment interdiction aux journaux de recevoir des fonds secrets étrangers) : états des projets, notes de la direction des affaires criminelles; états et notes de la direction des affaires criminelles relatives à un projet de décret-loi concernant la publicité des débats judiciaires pouvant intéresser les relations internationales. 1938.

#### Dossier 3.

Projets de décrets-lois modifiant la loi du 29 Juillet 1881, en matière d'injures et de diffamation (notamment raciales), de fausses nouvelles, d'offenses envers les chefs d'Etat et représentants des gouvernements étrangers, de repression des propagandes étrangères, de contrôle du financement des journaux: états des projets, notes de la direction des affaires criminelles, pièces diverses. 1939.

En outre: projet de décret-loi étendant les pouvoirs des préfets en matière de police. s.d. [1938 ou 1939].

#### Dossier 4.

Pièces diverses relatives à la diffamation:

Copies de décisions judiciaires rendues en ces affaires de diffamation par voie radiophonique et cinématographique, 1929-1936.

Notes et projet de décret-loi pour réprimer la diffamation et les injures de caractère raciale, s.d. [1939 ?].

Notes de la direction des affaires criminelles sur la diffamation et pièces ayant servi à la rédaction de ces notes, 1921-1939.

#### Dossier 5.

Pièces diverses relatives aux fausses nouvelles:

Notes de la direction des affaires criminelles sur le délit de fausses nouvelles et pièces ayant servi à la rédaction de ces notes. 1934-1938.

## **BB/30/ 1698/21**

Dossier 6.

(Retrouvé dans une salle de tri et intégré en février 1998)

Pièces complétant le dossier 2. :

Projets de modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, en matière d'offenses envers les chefs d'État et représentants des Gouvernements étrangers, de provocation aux attroupements, d'injures et de diffamation: notes et projets de la direction des affaires criminelles. S.d. [1938].

Pièces complétant le dossier 3. :

Projets de décrets-lois modifiant la loi du 29 juillet 1881, en matière d'injures et de diffamation (notamment raciales), d'offenses envers les chefs d'État et représentants des Gouvernements étrangers: états des projets, notes de la direction des affaires criminelles. Mars-avril 1939.

## **BB/30/ 1698/22. Législation: matières diverses. 1823-1850.**

Projets de lois, notes et pièces diverses concernant:

- Conseillers-auditeurs et juges-auditeurs, 1823-1830 (21 pièces manuscrites et imprimées).
- Loi électorale de 1831 (5 pièces manuscrites).
- Organisation et attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondissements, administration des communes, s.d.[vers 1831], (3 pièces multigraphiées).
- modifications au code pénal et au code d'instruction criminelle, 1831 (12 pièces manuscrites et imprimée).
- Composition et organisation des cours d'assises, 1831-1835 (4 pièces manuscrites).
- Jugement des militaires impliqués avec des civils dans des crimes et délits, 1837 (33 pièces manuscrites).
- Organisation des justices de paix, 1837-1838 (19 pièces manuscrites et imprimées).
- Organisation des tribunaux de Commerce, 1838 (9 pièces manuscrites et imprimées).
- Modifications au code d'instruction criminelle, relatives au jury, 1847 (8 pièces manuscrites).
- Projet d'article à insérer dans la constitution de 1849 concernant la naturalisation des étrangers, 1848 (2 pièces manuscrites).
- Assistance judiciaire, 1849-1850 (12 pièces manuscrites).

**BB/30/ 1698/23.** Législation: matières diverses. 1871-1905.

Documents et débats Parlementaires imprimés, notes et pièces diverses concernant les projets et propositions de lois suivants:

Dossier 1.

Modifications relatives aux nullités de mariage et réforme du régime de la séparation de corps; conversion de la séparation de corps en divorce. 1884-1892.

Dossier 2.

- Repression des délits de presse et des délits politiques, 1871-1872 (8 pièces manuscrites et imprimées).

- Réforme des assises, création d'une cour d'assises dans le territoire de Belfort, 1878-1925 (9 pièces manuscrite et imprimées).

- Rédaction-des actes de l'état civil et des testaments des militaires et marins en campagne, s.d. [vers 1882] (1 pièce manuscrite).

- Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes, 1887 (1 pièce imprimée).

- Convention conclue entre la France et la Suisse au sujet de la fréquentation réciproque des écoles primaires par les enfants des deux pays, 1888 (4 pièces imprimées).

- Rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés, conditions d'éligibilité, 1889-1891 (2 pièces imprimées).

- Prorogation du privilège de la Banque de France, 1891 (1 pièce imprimée).

- Expropriation pour cause d'utilité publique, 1891 (2 pièces imprimées).

- Modifications à la loi du 19 juillet 1889 sur le personnel de l'enseignement primaire, subventions des communes aux écoles publiques et privées, 1891 (4 pièces imprimées).

- Ratification de la conférence de Bruxelles de 1890 sur la repression de l'esclavage, 1891 (8 pièces imprimées).

- Frais de justice, 1891-1892 (25 pièces imprimées).

- Fragments d'un style judiciaire, 1902 (11 pièces manuscrites).

- Commission de révision du code civil au ministère de la Justice: procès-verbal et rapport, 1904-1905 (2 pièces multigraphiée et imprimée).

**BB/30/ 1698/24.** Législation : matières diverses. 1906-1939.

Documents et débats parlementaires imprimés, notes de la direction des affaires criminelles concernant les projets et propositions de lois suivants:

Dossier 1.1906-1911.

- Conciliation en matière commerciale, 1906-1907 (2 pièces imprimées).
- Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes, 1906-1909 (4 pièces imprimées).
- Chèques barrés et chèques non négociables, 1906-1909 (3 pièces imprimées).
- Modifications aux articles 158 à 160 du code civil: mariage des mineurs de vingt et un ans, 1907-1911 ( 4 pièces imprimées).
- Régime des aliénés, 1907-1911 (chemise vide).
- Interdiction de la fabrication et de la vente de l'absinthe, 1908-1911 (3 pièces imprimées).
- Modifications au code de commerce: associations en participation, 1908 (2 pièces imprimées).
- Vente d'un animal bovin atteint de tuberculose, 1908-1911 (4 pièces imprimées).
- Organisation et administration de la Justice aux colonies, 1909-1911 (4 pièces imprimées).
- Election des juges consulaires, 1909-1911 (4 pièces imprimées).
- Interdiction de séjour, 1909-1911 (4 pièces imprimées).
- Modification à l'article 103 du code de commerce: responsabilité des voituriers, 1909 (1 pièce imprimée).
- Mise en liberté provisoire des accusés, 1910-1911 ( 2 pièces imprimées).
- Inéligibilité relative des conseillers de cours d'appel, 1910 (2 pièces imprimées).
- Recrutement et avancement des juges de paix, 1910-1911 (2 pièces imprimées) - Outrages aux bonnes moeurs, 1910-1911 (2 pièces imprimées).
- Protection due aux animaux domestiques, 1911 (3 pièces imprimées).
- Rapport au Sénat de Boissy d'Anglas sur la pétition de Charles-Louis de Bourbon et ses frères, petits-fils de Naundorff, pour demander leur réintégration dans la qualité de Français, 1911 (1 pièce imprimée).
- Modification au code de justice militaire relative à la peine de mort, 1911 (2 pièces imprimées).

Dossier 2.1933-1939.

- Amnisties, 1933 et 1939 (13 pièces imprimées).

- Compétence des juridictions françaises à l'égard ces infractions commises à l'étranger par des Français, [vers 1937] (3 pièces manuscrites et dactyl.)
- Interdiction de séjour dans les colonies à l'encontre de certains citoyens français, 1938 (2 pièces manuscrites).